

Prévention des conflits sous-régionaux en Afrique : la nécessité d'investir dans le développement durable

Libreville, Gabon, 9 novembre 2018 - La réunion sur « le renforcement des capacités de prévention des conflits au niveau sous-régional en Afrique », qui a débuté le 7 novembre, a pris fin vendredi 9 novembre à Libreville. Pendant trois jours, des experts d'horizons divers ont minutieusement examiné les conclusions et les recommandations d'une étude récente sur la cartographie et l'évaluation des besoins en capacités institutionnelles des Communautés économiques régionales (CER) dans le domaine de la prévention structurelle des conflits en Afrique. Cette étude a permis de produire un rapport fournissant des informations précieuses sur la capacité institutionnelle globale des CER ainsi que des repères utiles aux acteurs souhaitant soutenir le renforcement des capacités des CER en matière de prévention des conflits. La réunion de Libreville a débouché sur la validation dudit rapport ainsi que sur la définition des axes prioritaires d'intervention et le développeront d'un projet visant à faciliter la mobilisation des ressources en faveur des CER, entre autres.

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, François Louncény Fall, a salué l'esprit qui a prévalu lors des échanges sur ces questions ainsi que les décisions relatives aux contraintes liées au coût de la prévention et de la gestion des conflits. Dans ses remarques lors de la clôture des travaux, il a pris note des conclusions des experts, qui estiment que ce coût « doit être minimisé pour permettre leur financement essentiellement sur fonds propres des Etats et des organisations sous-régionales et régionales ». Par ailleurs, ils ont « souhaité que l'appui des partenaires techniques et financiers ne supplée pas, comme c'est encore malheureusement parfois le cas, mais vienne plutôt compléter les efforts financiers consentis par les Etats eux-mêmes, qui sont les premières victimes des conflits et les premiers bénéficiaires des dividendes de la prévention ». M. Fall a reconnu que, dans ce contexte, le « défi [...] est de pouvoir faire plus en matière de prévention des conflits avec moins de ressources ». Il plaide, malgré tout, pour des mesures susceptibles d'avoir un impact réel et positif sur la vie et sur l'avenir des citoyens. A ce sujet, sa conviction est « qu'investir dans le développement, y compris l'éducation, c'est prévenir les conflits ; et prévenir les conflits, c'est créer les conditions du développement durable ». Il a invité les CER à en faire leur devise, compte tenu de leur double responsabilité, qui est de « promouvoir le développement socioéconomique de leurs Etats membres, et de garantir la paix dans leurs espaces communautaires respectifs ».

Le Représentant spécial a réitéré la disponibilité des Nations Unies à continuer d'accompagner les CER dans leurs efforts de prévention des conflits, y compris dans la mise en œuvre des conclusions de la réunion de Libreville. M. François Louncény Fall a précisé que l'UNOCA en tiendra compte dans son plan de travail, notamment en ce qui concerne son « appui au renforcement des capacités de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), y compris dans le cadre de son processus de réforme en cours ». Un engagement qui a sans doute trouvé un écho favorable auprès de M. Baudouin Hamuli Kabarhuzza, Directeur des Affaires politiques et du MARAC, représentant le Secrétaire général de la CEEAC à la réunion de Libreville. Il s'est dit satisfait de la densité des échanges qui ont donné lieu à des propositions concrètes sur les politiques communes de prévention des conflits dans les Communautés économiques régionales. MM. David Mehdi Hamam, Directeur au Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (OSAA) et Abdel-Fatau Musah, Directeur d'Afrique II (Département des affaires politiques des Nations Unies), ont exprimé le même sentiment, en se réjouissant de la qualité des résultats obtenus à l'issue des travaux.

Initiée par OSAA, la réunion de Libreville a été organisée en partenariat avec la CEEAC et l'UNOCA. Une cinquantaine d'experts de haut niveau y ont pris part : des directeurs et chefs de départements, divisions ou unités chargés de la prévention des conflits au sein des CER et dans d'autres domaines connexes tels que le genre, la gouvernance, la jeunesse et la gestion des ressources naturelles. Y étaient également présents : des représentants d'organisations régionales telles que la Commission de l'Union Africaine, la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et la Banque africaine de développement, ainsi que des organisations de la société civile et des partenaires au développement.